

Pendant la crise du Coronavirus, Israël confisque les tentes destinées à une clinique dans le nord de la Cisjordanie

Description



Les palettes de parpaing confisquées*. Photo de Aref Daraghmeh, Bâ'tselem, 26.03.2020

Par Bâ'tselem, 29 mars 2020

Ce matin vers 7h30, des fonctionnaires de l'administration civile israélienne en Cisjordanie sont arrivés avec une escorte de jeep militaire, un bulldozer et deux camions à plateau avec grues dans la communauté palestinienne de [Khirbet Ibziq](#), dans le nord de la vallée du Jourdain. Ils ont confisqué des poteaux et des bûches destinés à former huit tentes, deux pour une clinique de terrain, quatre pour des logements d'urgence pour les résidents évacués de leurs maisons, et deux comme mosquées de fortune. Les soldats ont également confisqué une cabane en tôle en place depuis plus de deux ans, ainsi qu'un générateur d'électricité et des sacs de sable et de ciment. Quatre palettes de parpaings destinées aux planchers des tentes ont été emportées et quatre autres démolies.

Alors que le monde entier est confronté à une crise sanitaire sans précédent et paralysante, l'armée israélienne consacre du temps et des ressources à harceler les communautés palestiniennes les plus vulnérables de Cisjordanie, qu'Israël tente de chasser de la région depuis des décennies. L'arrêt d'une initiative communautaire de premiers secours lors d'une crise sanitaire est un exemple particulièrement cruel des abus réguliers infligés à ces communautés, et qui vont à l'encontre des principes humains et humanitaires de base lors d'une situation d'urgence. Contrairement aux politiques d'Israël, cette pandémie ne fait pas de discrimination fondée sur la nationalité, l'ethnie ou la religion. Il est grand temps que le gouvernement et l'armée reconnaissent qu'aujourd'hui, de tous temps, Israël est responsable de la santé et du bien-être des cinq millions de Palestiniens qui vivent sous son contrôle dans les territoires occupés.

En plus de la destruction choquante de la clinique en construction, l'administration civile poursuit sa routine de démolition. Aujourd'hui, elle a démolé trois maisons saisonnières d'agriculteurs résidant à Jérusalem, dans le village de Ein a-Duyuk a-Tahta, à l'ouest de Jéricho.

Contexte des communautés palestiniennes confrontées à l'expulsion

Des dizaines de communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, où vivent des milliers de Palestiniens, parsèment les 60 % de la Cisjordanie désignés comme zone C. Depuis des décennies, les autorités israéliennes mènent une politique visant à chasser ces communautés

en rendant les conditions de vie intolérables pour tenter de faire partir les résidents, apparemment de leur plein gré. Ce comportement illégal est motivé par l'ambition politique, publiquement affichée par divers responsables, d'établir les faits sur le terrain et de s'emparer de ces zones dans le cadre d'une annexion de facto qui faciliterait l'annexion effective d'Israël dans le cadre d'un accord sur le statut final.

Source : [AURDIP](#)

date créée
2020/03/31